ÉLECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

Département de l'Aveyron -- Circonscription MILLAU - SAINT-AFFRIQUE

RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE ET SOCIAL

ELECTRICES, ELECTEURS,

Un Bilan négatif

Depuis des années, le corps électoral fait confiance à des hommes mandatés par les états-majors politiques qui lui avaient promis d'obtenir, grâce à leurs « relations », le désenclavement, l'industrialisation, l'équipement rural qui sauveraient la circonscription.
Soumis aux groupes qui les ont investis, ils ont consenti à des priorités nationales où notre région tient le dernier rang. La seule décision d'importance a été l'extension du Camp Militaire du Larzac qui, si elle se réalisait, condamnerait définitivement l'avenir économique du Sud-Aveyron.
Le bilan de cette confiance aux personnes « bien placées » est catastrophique. Il se traduit par une aggravation de l'écart qui nous sépare des autres régions, par la désertion des cantons ruraux, les plus bas niveaux de salaires urbains que l'on connaisse en France, la dispersion des familles par l'exode des jeunes et des travailleurs.
Agriculteurs, industriels, salariés, artisans, commerçants, nos conditions de vie sont liées. Il n'y a pas d'homme providentiel. La réanimation économique de la région dépend de notre dynamisme et de notre volonté de coopération efficace.
Le temps est venu de présenter un programme cohérent émanant des forces vives de la région : organisations professionnelles, conseillers généraux, maires de nos communes et hommes responsables à tous les niveaux.

Les lignes directrices de ce programme doivent être :

Favoriser le Développement de l'Agriculture

Le maintien du maximum d'agriculteurs par la modernisation des exploitations de type familial est une nécessité absolue pour l'économie de notre région. Celà pourra être réalisé par :
— l'obtention de prix réellement garantis au niveau de l'agriculteur,
— des mesures rendant enfin possible l'installation des jeunes,
— le classement en zone de montagne de l'ensemble de la circonscription,
— la mise en œuvre d'un programme d'intensification des productions agricoles et, en particulier, de la viande ovine très déficitaire en France et en Europe et du Roquefort, fleuron gastronomique de notre région,
— la réalisation des équipements collectifs indispensables : adductions d'eau - Téléphone - Voierie
— l'indexation de l'I.V.D. sur les rentes viagères et la simplification de son attribution,

Développer l'Artisanat et le Commerce

Nous avons constaté, au cours des dernières années, que les créations d'emploi étaient surtout le fait des petites entreprises de caractère artisanal. Il faut favoriser cette tendance en leur donnant accès aux primes de développement et aux crédits de modernisation réservés, jusqu'ici, aux grandes sociétés. Des zones artisanales doivent être aménagées dans les centres ruraux. La formation des jeunes vers des emplois diversifiés mérite un effort particulier.
Les chefs d'entreprises ont droit à une protection sociale contre la maladie, équivalente à celle des autres catégories ainsi qu'à une retraite décente indexée sur le S.M.I.C.
La patente, impôt injuste et anti-économique qui frappe le droit au travail, doit être supprimée. Les chefs d'entreprise demandent l'institution d'un salaire fiscal.

Dynamiser l'Industrie et le Tourisme en :

— s'appuyant sur la tradition de la région (fromage, gants, peaux, etc...).
— transformant sur place les produits agricoles,
— en exploitant de nouvelles ressources telles le tourisme, les services, les industries de pointe, etc..., ce qui suppose :
  * l'extension, à l'ensemble de la circonscription, des aides à la création d'emplois,
  * l'amélioration des liaisons avec le midi méditerranéen (autrement que par l'extension du Larzac)
  * la formation de cadres, agents de maîtrise, ouvriers adaptés aux besoins des entreprises,
  * une politique de salaires attractifs,
  * la création d'infrastructure d'accueil : zones industrielles, logements, équipements sociaux, scolaires... touristiques...

Promouvoir une Politique Sociale

Une politique sociale audacieuse est aujourd'hui possible. Elle a toujours été une exigence de justice. Elle doit aujourd'hui se traduire dans les faits par :

— la retraite à 60 ans qui est la première de ces réalisations possibles aujourd'hui. Elle doit être instaurée progressivement et atteindre rapidement pour chaque retraité 20 F par jour (équivalent du prix de séjour en maison de retraite),

— une revalorisation de l'aide à la famille qui ne cesse de prendre du retard par rapport au coût de la vie et rattrape celui qu'elle a pris depuis 15 ans,

— la prise en charge, **par la société** et non par des initiatives de bienfaisance, du sort des handicapés

— les femmes enfin doivent voir aboutir leur volonté de devenir des individus à part entière, au plan des emplois comme à celui de la vie civique.

Régionaliser le Pouvoir

Au stade actuel de son développement la France ne peut assurer son équilibre social et économique qu'à partir d'un taux de croissance élevé. Toutefois il est impensable que cette croissance ne bénéficie comme c'est hélas trop souvent le cas) qu'à certaines catégories socio-professionnelles ou à certaines régions.

Une péréquation doit être établie entre les zones les plus handicapées, comme les nôtres et les zones plus favorisées. Il apparait nécessaire de donner aux régions et aux collectivités locales une plus grande liberté leur permettant de définir les programmes et les moyens de les réaliser par une plus juste répartition du produit national.

Sur le Plan de Politique Nationale

Au-delà des objectifs prioritaires qui visent à intégrer notre circonscription dans l'économie nationale les principes qui déterminent mon choix dans les grandesoptions nationales sont les suivants :

Politique extérieure et sécurité nationale : L'accélération de la construction économique et politique de l'Europe peut seule permettre, pour notre pays, de jouer un rôle à la dimension des grands blocs qui nous entourent. Toute poursuite de grandeur individuelle est à terme périmée, ruineuse et inefficace.

Education Nationale : l'orientation des jeunes et leur préparation à la vie active doit se faire en tenant compte de l'épanouissement des personnes et des besoins de l'économie.

— L'inadaptation de la jeunesse est la conséquence d'une politique de scolarisation irréaliste et qui menace l'équilibre de la société.

Nous demandons :

* la gratuité totale de l'enseignement pour tous les enfants durant la scolarité obligatoire,
* la création de classes maternelles en milieu rural.
* l'égalité des chances de tous les enfants (nous refusons la ségrégation des élèves dès la sixième),
* l'adaptation de l'école aux problèmes de la vie courante,
* la revalorisation de la formation technique aux métiers manuels.

Fiscalité : la fiscalité actuelle frappe surtout le travailleur et le consommateur. La France reste le pays européen qui demande la plus forte part de son budget à l'impôt indirect,

Enfin, j'entends, pour défendre ces options et obtenir le sauvetage de notre région, m'appuyer en permanence sur vous, électrices et électeurs, groupés autour des maires de vos communes.

Pourvu que vous le vouliez, c'est ensemble qu'enfin nous saurons nous faire entendre !

Vu : LES CANDIDATS

Le 4 Mars, VOTEZ Henri JAUDON, Martial DAVID

Imprimerie Nouvelle 12400 St-Affrique